



La suppression des guichets de banque et de l'argent liquide inquiète les citoyens ; c'est un des points défendus par RMC

Oui, peu de citoyens restent insensibles à cet argument qu'il faut conserver l'usage de l'argent liquide et avec lui la possibilité de le retirer à des guichets dont ils font tous le constat qu'ils disparaissent peu à peu, obligeant les usagers à parcourir des distances déraisonnables pour avoir le privilège de faire la file.

Combien de fois ai-je fait le constat suivant : « Madame Monsieur, liste de Reprise en Main Citoyenne pour la défense de libertés fondamentales médicales et thérapeutiques... pour le maintien de l'argent liquide et contre la suppression des guichets de banques ! » C'est souvent alors que mon interlocuteur s'arrête et qu'un échange constructif peut débiter.

La liberté médicale sans soumission à l'OMS et à Big Pharma est un point majeur de notre programme, mais la pression médiatique et aussi son pouvoir d'omission sont tels que seule une minorité y est sensible. Le fait que le monde est de plus en plus numérisé et que, en même temps, les libertés de base sont de plus en plus malmenées et dépendantes de technologies sur lesquelles les citoyens ordinaires n'ont aucun pouvoir, n'échappe à personne. Numérique rime avec pratique, mais l'effet collatéral est la dépendance.

« Les distributeurs sont vides ... il n'y a plus que des coupures de 100€ ... les nouveaux distributeurs vont moins vite que les anciens... c'est pour mieux nous contrôler... » répondent spontanément des personnes, désemparées mais pas aussi idiotes que le souhaitent les tenants du pouvoir.

Oui, par delà le contrôle, il est question de domination, comme l'a révélé le mouvement des transporteurs Canadiens qui, agacés par la logique des pass sanitaires, étaient montés sur Ottawa durant l'hiver 2021/22. Par -20° dehors, on avait bloqué leurs comptes bancaires ; heureusement qu'il leur restait un peu d'argent liquide.

Certes, une loi récente oblige les commerçants à accepter les paiements en liquide, mais il est à craindre que que les banquiers, toujours très écoutés par les gouvernements, ne reviennent en force pour faire supprimer l'argent liquide. C'est une obsession que me confie un contact du milieu.

La BCE voudrait instaurer un système de monnaie numérique qui comporterait un champ d'attribution de celle-ci à un propriétaire, de même qu'un champ de péremption incluant une date au delà de laquelle cet argent ne vaudraient plus rien, un peu comme pour les écochèques, les chèques repas et les chèques cadeaux.

Pareil plan de domination totale est dans les cartons des grands de ce monde et a pour ennemi l'argent liquide.

Avoir des preuves de paiements (des extraits de compte) et garder un peu d'argent liquide chez soi, cela constitue un service public de base qui, comme bien d'autres, est de plus en plus négligé. Les banques coûtent toujours plus cher, pour toujours moins de service ; elles sont de plus en plus

agacées par 90 % de leur clientèle qui « profite d'elles comme d'un service public », sans faire le moindre prêt ni placement, faute de moyens financiers. Il y a 45 ans, la gestion d'un compte bancaire était gratuite, de même que la soumission de virements papier. Maintenant on est vite à 5€ par mois plus 1€ par virement papier.

RMC veut instaurer une démocratie semi-directe, c'est-à-dire fondée sur le tirage au sort des parlementaires sur une base volontaire et sur le référendum d'initiative citoyenne. Ce n'est pas pour instaurer la dictature, (pour ça, il suffit de ne rien faire) mais bien pour restaurer et défendre la démocratie attaquée de toutes parts aujourd'hui, en ce compris par des défaitistes qui, de bonne foi ou non, trouvent ce projet de démocratie irréalisable, alors qu'il a existé à plusieurs reprises dans l'histoire, que ce soit en Grèce ou en Italie par exemple.

Les libertés individuelles sont-elles de droite ou de gauche ? Question sans aucun sens. Elles sont tout simplement fondamentales et, au cœur de celles-ci, figure celle de disposer librement de son argent. Un Parlement d'élus volontaires tirés au sort, qui, après leur mandat, redeviennent simples citoyens, ne voterait jamais des lois qui réduiraient la liberté de disposer de son argent et empêcheraient de se garantir une sécurité sous forme d'argent en espèce. Les citoyens animés du bon sens élémentaire seraient-ils des partisans de la démocratie semi-directe qui s'ignorent ?